

# La reprise se généralise

**E**n 2017, le rythme de croissance de l'économie française accélère. Le produit intérieur brut progresse de 2,2 % après 1,2 % en 2016 et 1,3 % en 2015. Dans ce contexte de reprise, les Hauts-de-France affichent des indicateurs économiques dans le vert. La situation de l'ensemble des secteurs s'améliore même si la croissance reste principalement portée par les services marchands.

Auteur : Grégoire Borey, Insee Hauts-de-France

## L'embellie du marché du travail se confirme

En 2017, les effectifs de l'emploi salarié marchand poursuivent leur progression : + 0,9 %, comme l'an dernier. Au niveau national, la hausse est plus soutenue avec + 1,6 %. Ce sont 11 200 emplois qui ont ainsi été créés dans la région. À l'exception de l'industrie, l'embellie s'observe dans tous les secteurs de l'économie. Les services marchands et l'intérim contribuent largement à cette amélioration. Ce contexte profite au chômage qui accélère son repli (- 1,1 point, après - 0,3 point en 2016 et en 2015) : fin 2017, 11,1 % de la population active dans la région sont au chômage. Malgré ce recul significatif, les Hauts-de-France demeurent la région avec le taux de chômage le plus élevé devant l'Occitanie (10,5 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (10,4 %). L'amélioration des perspectives d'embauche portée par la reprise économique incite davantage de personnes à se présenter sur le marché du travail. Dans ce contexte, le nombre de demandeurs d'emplois inscrits à Pôle emploi augmente de 3,9 %. Les plus fortes hausses concernent les femmes (+ 6 %) et les plus de 50 ans (+ 5 %). Le nombre d'emplois aidés a par ailleurs fortement diminué dans la région comme en France métropolitaine (respectivement - 41 % et - 37 %) en raison de la décision du gouvernement de réduire les enveloppes d'emplois aidés. Du fait des difficultés économiques de la région, les Hauts-de-France représentent encore plus de 13 % des emplois aidés engagés au niveau national.

En 2017, les créations d'entreprises augmentent de 5,2 % dans les Hauts-de-France confirmant le rebond observé en 2016. Contrairement aux années précédentes, l'année 2017 signe le regain des créations d'entreprises sous le régime de micro-entrepreneur (+ 7,7 %). Par ailleurs le recul des défaillances d'entreprise se poursuit (- 11,6 %) à un rythme près de deux fois supérieur à celui observé au niveau national.

## Les services marchands toujours très dynamiques

Les services marchands contribuent largement à la création d'emplois dans les Hauts-de-France. Comme l'an dernier, ils représentent plus de la moitié des créations d'entreprises dans la région. Les hausses concernent tous les secteurs des services, à l'exception des activités financières et d'assurance (- 0,5 %).

En 2017, l'emploi dans les transports progresse de 0,9 %. Le bilan dans ce secteur est globalement positif : le marché d'immatriculations de véhicules neufs reste dynamique (+ 5,7 %) et le trafic Eurostar repart à la hausse (+ 3 %) après une année 2016 impactée par les attentats. Si les flux de marchandises internes à la région augmentent, ceux d'origine externes reculent. La situation des aéroports est également contrastée. Le nombre de passagers dans les aéroports de la région recule de 3,8 % en 2017. Avec 3,6 millions de passagers sur l'année, l'aéroport de Beauvais-Tillé, principal aéroport de la région, voit son trafic chuter pour la deuxième année consécutive (- 8,8 %). L'aéroport de Lille-Lesquin, deux fois moins important que celui de Beauvais en termes de fréquentation, voit son trafic augmenter (+ 7,3 %), grâce au développement de lignes low cost à destination du sud de l'Europe.

Dans le secteur de l'hébergement-restauration, l'emploi progresse fortement en 2017 (+ 2,7 %) dans le sillage d'une année touristique record pour les campings. Les campings de la région ont en effet connu une année touristique exceptionnelle : avec une fréquentation en hausse de 10 % portée par une clientèle venue plus nombreuse de France et d'Europe continentale. Dans l'hôtellerie, la fréquentation marque le pas (- 0,9 %), après quatre années consécutives de hausse. En particulier, les touristes britanniques se sont fait plus rares (- 13,6 %) sous l'effet d'une baisse du cours de la livre sterling et après une année

2016 riche en événements (euro de football et les Commémorations du centenaire de la bataille de la Somme).

## La reprise est plus timide dans la construction et le repli s'atténue dans l'industrie

Pour la première fois depuis 10 ans, le nombre d'emplois dans la construction s'est stabilisé. La légère hausse des prix de vente des logements et l'augmentation du nombre de mises en chantier et d'autorisations de construire observés en 2017 profitent à ce secteur. Ces indicateurs constituent des signes de reprise, même s'ils s'inscrivent en retrait de ceux observés au niveau national.

En 2017, l'emploi continue de reculer dans l'industrie (- 1,0 %), mais à rythme moindre que les années précédentes. Il recule principalement dans l'automobile (- 3,3 %) et l'énergie (- 2,1 %). L'année 2017 est par ailleurs marquée par une baisse de près de 14 % des créations d'entreprises industrielles contrastant avec la hausse observée au niveau national (+ 2 %).

2017 est une année record dans l'agriculture après une année en demi-teinte l'an dernier. Dans la région, les productions de betteraves, de pommes de terre et de céréales s'avèrent exceptionnelles. Même s'il ne remonte pas à son niveau de 2013 (avant la fin du quota laitier), le cours du lait connaît une embellie qui permet un redressement des cours de la viande bovine. ■

### Encadré :

L'amélioration sur le marché de l'emploi s'observe dans l'ensemble des départements de la région à l'exception de l'Aisne. La reprise de l'emploi est nette dans le Nord, le Pas-de-Calais et la Somme. La reprise est moins marquée dans le département de l'Oise suite à un ralentissement en fin d'année, notamment dû au secteur de la construction. Enfin, dans l'Aisne, les pertes d'emplois importantes du premier trimestre n'ont pas été compensées par la suite et le département reste à l'écart de la reprise de l'emploi.

# L'économie française progresse vivement en 2017

Auteur : Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle

## La croissance de la zone euro au plus haut depuis 2007

En 2017, l'activité mondiale a accéléré : + 3,9 % après + 3,3 % en 2016. L'activité continue à reprendre quelques couleurs dans les pays émergents (+ 6,5 % après + 4,9 %) : l'activité chinoise se stabilise mais l'activité se reprend au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, l'activité accélère aussi (+ 2,3 % après + 1,7 % en 2016) essentiellement du fait des États-Unis (+ 2,3 % après + 1,5 %) portée par une reprise de la dépense publique et de l'investissement des entreprises. La croissance britannique se stabilise (+ 1,8 % après + 1,9 %). Dans la zone euro, l'activité accélère vivement : + 2,5 % après + 1,8 % avec des niveaux de confiance des entrepreneurs à des plus hauts historiques depuis 17 ans. L'accélération de l'activité dans la zone euro est surtout portée par le commerce extérieur avec des exportations très dynamiques (+ 5,3 % après + 3,4 %). L'investissement reste allant, aidé par la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) qui reste accommodante et maintient les taux d'intérêt à un niveau faible. Les disparités de croissance demeurent, l'Italie étant moins dynamique que ses principaux partenaires européens. Au total, le commerce mondial se reprend franchement en 2017, à + 5,3 % après + 2,0 %.

## L'économie française accélère franchement en 2017

En 2017, le PIB français progresse de 2,2 % en volume, après + 1,2 % en 2016. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (figure 1).

Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance du PIB pour la première fois depuis 2012 (+ 0,1 point contre - 0,5 point en 2016) : en effet, les exportations sont particulièrement vigoureuses (+ 4,5 % après + 1,5 %) tandis que les importations accélèrent moins fortement (+ 4,0 % après + 3,0 %). Les entreprises stockent plus en 2017 (contribuant pour + 0,2 point à la croissance annuelle, après - 0,4 point en 2016), compensant le ralentissement de la demande intérieure.

En effet, la demande intérieure hors stocks ralentit un peu (contribution de + 1,8 point à la croissance du PIB en 2017 contre + 2,1 points en 2016), freinée par la consommation (ménages et administrations) dont la contribution au PIB passe à + 0,8 point en 2017 après + 1,5 point en 2016. Le ralentissement de la consommation des ménages (+ 1,1 % après + 2,0 %) provient en partie de celui de leur pouvoir d'achat (+ 1,3 % après + 1,8 %). Du côté de la demande publique, la consommation collective des administrations publiques marque légèrement le pas (+ 0,5 % après + 0,7 %) mais leur investissement accélère (+ 1,4 % après + 0,2 % en 2016 faisant suite à des replis les années précédentes dont - 4,6 % en 2015).

## La vigueur de l'investissement contribue fortement à la croissance du PIB

L'investissement accélère nettement en 2017 (+ 4,5 % après + 2,8 % en 2016) jusqu'à dépasser son rythme de 2008. L'investissement des ménages progresse très fortement (+ 5,6 % après + 2,8 %), notamment du fait d'achats immobiliers très dynamiques. Malgré une diminution des livraisons de matériels militaires,

l'investissement public accélère en 2017 (+ 1,4 % après + 0,2 %), porté par les dépenses en bâtiment et en travaux publics. Enfin, l'investissement des entreprises non financières, déjà dynamique en 2016 (+ 3,4 %), accélère encore en 2017 (+ 4,1 %). Le taux d'utilisation de leurs capacités de production atteint en fin d'année des niveaux inédits depuis la crise financière de 2008, tout comme l'ensemble des facteurs de tension sur l'offre (difficultés de recrutement et goulots de production).

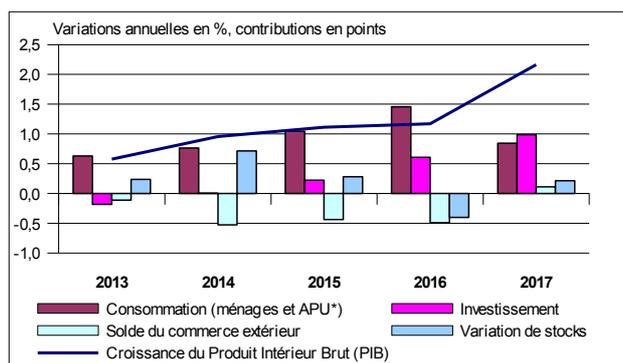
## L'accélération de l'emploi a conduit à une baisse d'un point du taux de chômage

L'emploi total accélère : + 261 000 sur un an fin 2017, après + 251 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+ 257 000 après + 213 000) qui bénéficie de l'accélération de l'activité. Ainsi, le taux de chômage en France entière baisse davantage que l'année passée, passant de 10,0 % fin 2016 à 9,0 % fin 2017.

## Le pouvoir d'achat des ménages ralentit du fait de l'inflation

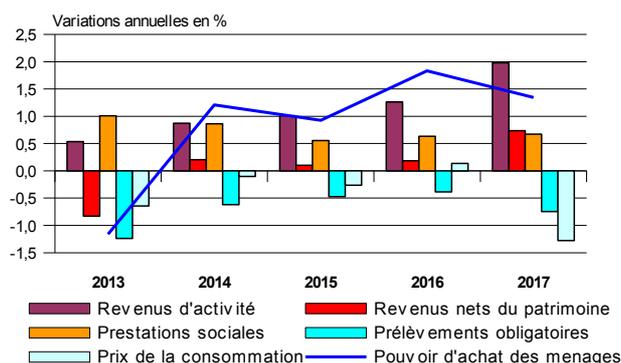
En moyenne annuelle, les prix de la consommation retrouvent une progression significative en 2017 après avoir stagné en 2016 (+ 1,3 % après - 0,1 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère nettement (+ 2,6 % après + 1,7 %), du fait de la vigueur des revenus d'activité et du patrimoine et de la modération des prélèvements obligatoires. L'accélération des prix l'emportant sur celle des revenus, le pouvoir d'achat des ménages ralentit légèrement en 2017 (+ 1,3 % après + 1,8 %) (figure 2). ■

**1** L'investissement est le facteur contribuant le plus à la croissance du PIB en 2017



\* administrations publiques  
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

**2** La vigueur des revenus d'activité et du patrimoine soutiennent le pouvoir d'achat des ménages en 2017



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.